

10 avril 2019

(19-2317)

Page: 1/2

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires
Comité des sauvegardes**

Original: espagnol

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE
DES ARTICLES 18.5, 32.6 ET 12:6 DES ACCORDS****QUESTIONS POSÉES PAR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
EN RELATION AVEC LA NOTIFICATION DU BRÉSIL¹**

La communication ci-après, datée du 8 avril 2019, est distribuée à la demande de la délégation de la République dominicaine.

La Mission permanente de la République dominicaine auprès de l'Organisation mondiale du commerce et des divers organismes des Nations Unies à Genève présente ses compliments à la Mission permanente du Brésil auprès de l'Organisation mondiale du commerce, et formule les questions ci-après concernant la notification du Brésil distribuée sous la cote G/ADP/N/1/BRA/3/Suppl.11-G/SCM/N/1/BRA/2/Suppl.14-G/SG/N/1/BRA/3/Suppl.5.

Question n° 1

Le paragraphe 2 de l'article 1 dispose qu'outre le degré de dispersion de la production nationale du produit concerné et la répartition par taille des producteurs nationaux, l'autorité chargée de l'enquête pourra tenir compte d'autres facteurs pour déterminer si une branche de production peut être qualifiée de très fragmentée. À cet égard, les autres facteurs auxquels il est fait référence seront-ils préalablement définis ou l'autorité chargée de l'enquête les examinera-t-elle au cas par cas?

Question n° 2

Les enquêtes menées par l'autorité chargée de l'enquête en vue de déterminer si une branche de production peut être qualifiée de fragmentée seront-elles rendues publiques ou évitera-t-on de les rendre publiques jusqu'à ce qu'une décision soit prise et qu'une procédure relative à des mesures correctives commerciales soit ouverte?

Question n° 3

Dans le cas où une branche de production serait considérée comme fragmentée, et dans l'éventualité où une demande d'ouverture d'enquête serait déposée en vue de l'adoption de mesures correctives commerciales, l'autorité chargée de l'enquête pourra-t-elle prendre en compte les renseignements fournis durant le processus de détermination du caractère fragmenté de la branche de production lors de la procédure d'enquête ultérieure?

Question n° 4

L'article 18 de l'ordonnance n° 41 du Brésil, qui fixe les conditions à remplir pour qu'un secteur national soit considéré comme une branche de production fragmentée, dispose: "*Le requérant expliquera, sur la base des renseignements indiqués à l'article 16 et d'autres renseignements jugés*

¹ G/ADP/N/1/BRA/3/Suppl.11-G/SCM/N/1/BRA/2/Suppl.14-G/SG/N/1/BRA/3/Suppl.5.

pertinents pour l'examen devant être effectué par le DECOM, en quoi la nature fragmentaire de la branche de production nationale fait qu'il serait difficile de déposer une demande d'ouverture d'une enquête en matière de mesures correctives commerciales dans les délais énoncés dans la réglementation brésilienne en matière de défense commerciale et dans les actes du SECEX réglementant les procédures en matière de défense commerciale pour les branches de production non fragmentées". À cet égard, le Brésil pourrait-il préciser si les procédures d'enquêtes relatives à des mesures correctives commerciales sont plus rapides pour les branches de production fragmentées que pour les branches de production non fragmentées?

Question n° 5

Lorsqu'il aura été déterminé qu'un secteur est une branche de production fragmentée, à quelle fréquence l'autorité chargée de l'enquête pourra-t-elle réexaminer cette qualification? Le secteur de production en question pourra-t-il se prévaloir de cette qualification pour déposer une nouvelle demande d'ouverture d'enquête en matière de mesures correctives commerciales?
